L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, MARDI MATIN, 14 MARS 1871. 44mé Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS, MARDI MATIN, 14 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre Bourse et Canal, la salubre indivise d'un terrain situé dans la Deuxième District, avec les batisses qui s'y trouvent, rue d'Orléans, entre Bourbon et Royale.

Par S. Guinault, à 11 heures, à l'encoignure des rues Broad et St. Bernard, la vacherie de M. Dominique Saux.

Par Maurice Barnett, sur la façade de la Rotonde de St-Louis, rue St-Louis, entre Royale et Chartres.—Vente régulière de meubles.

Par B. J. Montgomery, à la salle d'encan, sir rue du Camp.—Vente régulière de meubles.

Par E. Roger & Co., à leur salle d'encan, No. 34 de la rue de Chartres.—Habillements de mode et lingerie; habillements avariés.

Par J. N. Robert, au No. 42 de la rue Vieille Levée—Marchandises sèches, parfumeries, mercerie, etc.

ATTENTION!

Propriété améliorée, de valeur, à l'encan par le shérif, à deux mois de crédit.—Nous soumettons prêts d'appeler l'attention du public sur la vente d'une enchère qui aura lieu, aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, de la moitié indivise d'un terrain avec toutes les batisses et améliorations qui s'y trouvent, situé No 28, rue d'Orléans, entre celles Royale et Bourbon, Deuxième District.

Pour les détails et les conditions, voir aux annonces.

Propriétés de valeur à Pencan.—Nous attirons aux capitalistes l'annonce de MM. Nash & Hoffgen, encanteurs, qui vendront mercredi prochain, 15 du courant, à la Bourse de la rue Royale, ces quatre Conti:

Cette bonne maison de résidence en briques avec terrain, rue des Remparts, No. 188, l'ancienne demeure des Deverges;

La confortable maison No 225, rue St-Philippe, entre les rues Claiborne et Robertson;

Six lots de terrain à l'encoignure des rues Miro et Columbia, dans le Troisième District.

Pour plus amples renseignements, voyez les plans et les annonces.

Faites imprimer vos factures, Cartes, etc., au "Civilian Printing Office", en caractères de race Canu et Perrigan.

CANDISPURS sans MÉLANGE. Conserie de ce nom garantie par J. VIL LARRUBIA & Co, Successeurs d'Ernest Turpin, 93 rue Vieille Levée.

THEATRES.

AUJOURD'HUI, MARDI.

OPÉRA—St Jotais Roi.

ACADÉMIE DE MUSIQUE—Troupe Gaieté de spécialités.

ST-CHARLES—The Three Guards Men.

MUSÉE CRESCENT CITY—Fos 30 et 42, rue St Charles.

Le bill des Ku-Klux.

Quelques actes de justice sommaire envers des incendiaires ou des meurtriers, dans deux ou trois Etats du Sud, servent de prétexte au parti radical dans le Congrès pour rallier ses diverses fractions sous la bannière d'une nouvelle croisade contre le Sud. Le comité, nommé par la ligue des radicaux des deux Chambres s'occupe à élaborer un projet de loi qui ferait, s'il faut en croire une dépêche, du Président des Etats-Unis un véritable dictateur militaire.

Cette recrudescence de persécution contre le Sud a pour véritable motif les victoires électorales remportées par les démocrates dans plusieurs Etats reconstruits. Ces victoires, obtenues en dépit de l'arbitraire des gouverneurs et des législateurs radicaux, font croire au renversement complet du radicalisme dans les prochaines élections du Sud. Or, que deviendra ce parti si, tandis que la démoralisation gagne chaque jour du terrain au Nord, le Sud qu'il croyait avoir si bien muselé vient aussi à lui échapper ? Il verra sa majorité factice et artificielle disparaître devant le souffle de la volonté populaire. Tel est le danger auquel le président Grant et le parti radical veulent échapper au moyen de nouvelles mesures arbitraires. Dût le Sud être ruiné à jamais, il faut qu'il reste radical quand même, qu'il n'envoie à la Chambre et au Sénat que des radicaux, et que, dans la prochaine élection présidentielle, il double ses votes au candidat radical.

Mais, comme la conservation du pouvoir n'est pas un prétexte qu'un parti puisse décemment invoquer pour fabriquer de nouvelles lois de répression, on met en avant les désordres dont nous avons parlé et on invoque l'obligation, qui incombe de par la Constitution au gouvernement fédéral, de garantir à chaque citoyen sa vie et ses biens. Et, sous ce prétexte mensonger, on propose d'accorder au président des pouvoirs dictatoriaux qui lui permettront de terroriser le Sud et d'y maintenir par la force le joug odieux de quelques aventuriers appuyés par des masses d'affranchis ignorants.

Sans doute, les actes de violence qui ont été commis dans quelques endroits, sont fâcheux, mais ils sont la conséquence logique de la désorganisation causée par le régime de la reconstruction. Et si la justice est impuissante à réprimer les crimes, cela tient à l'indignité des hommes qui se sont trouvés chargés d'exécuter les lois et à l'introduction dans le jury de degrés ignorants, incapables de comprendre la portée de leurs devoirs comme jurés. Le moyen de remédier à cet état de choses, c'est de laisser aux populations le droit de régler elles-mêmes l'administration de leurs affaires intérieures. On peut être sûr qu'elles souffrent par s'entendre pour se débarrasser des intrigants et des chevaliers d'industrie qui se sont fait de la politique un marche-pied pour arriver à des fortunes scandaleuses.

Si l'intervention du gouvernement fédéral était un devoir constitutionnel, elle devrait s'appliquer à sauvegarder les propriétés tout aussi bien que la protection des existences, et les populations du Sud pourraient, à juste titre, l'invoquer contre la pillage et les exactions dont ils sont les victimes journalières.

En regard des outrages attribués aux fanatiques Ku-Klux, on pourrait placer un effrayant catalogue des méfaits législatifs et administratifs des chevaliers de la fraude et de leurs complices de toute couleur.

Si chacun des onze Etats reconstruits a été assez maltraité que la Louisiane, on peut évaluer à plusieurs centaines de millions le montant des sommes dilapidées ou volées par les gouvernements qui ont été imposés à ces Etats, au mépris de la volonté et des intérêts de leurs populations, par le régime de la reconstruction. Puisque le gouvernement national ne daigne pas protéger les propriétés des habitants du Sud contre de pareilles atteintes, pourquoi se montre-t-il plus scrupuleux quand il s'agit de l'existence de quelques hommes exécutés sommairement, au refus de la loi de lynch, pour expier des crimes que la justice n'aurait pas eu punir?

C'est, nous l'avons dit en commençant, parce que le parti qui a tant abusé du pouvoir, depuis quelques années, qui a violé les institutions républicaines et qui a corrompu, jusque dans la pourriture, les mœurs politiques de ce pays, sent les rênes du gouvernement lui échapper, et parce qu'il ne trouve d'autre moyen de les retenir qu'en ressuscitant les passions soulevées par la guerre de sécession et en faisant revivre les vieux préjugés sectionnels. Le Sud résiste par ce parti à l'état de paria, refuse de servir docilement d'instrument à ses oppresseurs; et ceux-ci songent aussitôt à lui forger de nouvelles chaînes et à prendre des mesures pour que les votes de quatre millions de nègres ignorants et égarés l'emportent sur la volonté de six millions de blancs.

Cette machination odieuse est réfasée de la clique radicale de Washington réunie-Caillé! Nous n'osons encore espérer le contraire.

Si le bill des Ku-klux passe au Sénat sans difficulté, il sera l'objet dans la Chambre d'une vigoureuse opposition. Les partis se sont complètement libre de l'élection du président de la Chambre, l'Adjoint républicaines, les démocrates ont porté un vote compact de 80 voix. C'est donc une majorité de 88 voix seulement qu'ont obtenu les républicains. Mais on compte parmi ces derniers une trentaine de conservateurs ou modérés qui pourraient se séparer du parti sur la mesure proposée et réduire dangereusement la majorité du jour.

Malheureusement les démocrates paraissent très républicains du diverses nuances sont encore très forte, et l'influence de l'administration pèsera de tout son poids sur les représentants qui seraient disposés à voter avec les démocrates. Aussi avons-nous peu d'espoir d'échapper à cette législation à la russe, sous laquelle se cache une pensée machiavélique et infernale, celle d'exciter une nouvelle résistance dans le Sud afin de justifier la politique radicale devant le peuple du Nord qui commence à s'en dégoûter. Les calculs de Grant et de Butler pourront se trouver déjoués par les événements, mais nous avons cru bon de les signaler en appelant l'attention de nos lecteurs sur le grave et important débat qui va s'ouvrir à Washington.

Théâtre de l'Opéra.

La deuxième représentation des *Mariyes* a eu, comme la première, un succès éclatant. M. Lefranc a interprété le rôle de Polyeucte avec une élévation de style et un sentiment musical et dramatique dont il faut lui faire honneur. Dumestre est très magistral, dans Sévère; Mlle Rozès, MM. Périé et de Keghel tiennent leurs rôles respectifs avec distinction.

Nous avons le regret d'annoncer que le bénéfice de M. Duinestre, qui devait avoir lieu ce soir est ajourné pour cause d'indisposition. Nous nous empressons de faire connaître au public, dès que nous en serons informé, la nouvelle date qui sera fixée.

Bien que le bénéfice de M. Castelmary ait eu un succès fou, nous savons qu'il aura lieu, lundi prochain, 20 mars. M. Castelmary a choisi pour cette occasion, le rôle dans lequel il a un des plus grands succès que nous ayons vus au théâtre, Méphistophelès, de Faust. M. Castelmary, dont le talent a les sympathies de tous, recevra, nous en sommes assuré, le jour de son bénéfice, les témoignages certains de l'estime que le public a pour lui.

Pour cette représentation de *Faust*, Mlle d'Edelsburg prêtera à M. Castelmary le concours de son talent et jouera le rôle de Marguerite, dans lequel elle a eu sur les premières scènes de l'Europe un grand succès, et dont, à cette intention, elle vient d'apprendre la traduction dans notre langue.

M. Castelmary peut compter sur une belle soirée.

La représentation de *Rigoletto* étant remise, l'Opéra donne ce soir, *Si j'étais Roi*.

Gants blancs à 1, 2, 3 et 4 boutons, chez Guéblé & Nippert.

GLACE DE LA LOUISIANE.—On verra aux annonces que M. P. Ugner, vient de rouvrir, au No. 53, rue St-Louis, son établissement pour la vente de la glace de la Louisiane. Il livrera cette glace, comme de coutume, au-dessous des prix demandés pour la glace du Nord.

AVIS AUX MÈRES.—Chapeaux pour enfants, en paille, laine, de 25 cents à $2 au coin St-Louis et Royale.

La phthisie commence par des affections dans les bronches. On peut éviter cette maladie mortelle par les premiers soins; le BAUME PECTORAL AUX NAVETS inventé à la vertu souveraine de prévenir et de guérir les affections pulmonaires. A la moindre toux, au moindre rhume, usez-en de suite. Ce précieux sirop est préparé par la pharmacie Lyplace.

Nouvel envoi de gants de peau à 75c la paire, chez Guéblé & Nippert.

CHRONIQUE LOCALE.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT. Ont comparu, hier, pour être jugés, les nommés Pierre Bertin, Jean Candeville, Frank Farris, Lewis Malone, Mat. Logan et James Sayres, tous prévenus dans le vol de la rue St-Louis. MM. M. A. Dooley, Arthur Gastinel et J. C. Walker, pour la défense. L'avocat général, assisté de M. H. A. Castellanos, pour la poursuite. L'affaire a été chercheur occupant un siége près de l'avocat général.

A midi, un seul juré avait été reçu, les neuf autres ayant le droit d'en récuser 20 sans cause.

Des 12 premiers jurés appelés, six étaient d'Alger, sept étaient de couleur et sept ne pouvaient ni lire ni écrire.

A midi cinq minutes, les témoins pour l'Etat ont été renvoyés jusqu'à mardi matin, et l'unique témoin pour la défense, renvoyé aussi mais en prison.

RÉARMEMENT.—L'accident éprouvé par le gouverneur Warmoth à été la nouvelle acheteurs qu'on ne l'avait rapporté ici à son bord. Le gouvernement est beaucoup mieux, cependant il sera encore obligé de garder la chambre une quinzaine de jours.

RAPPORT MORTUAIRE.—Il est mort à la Nouvelle-Orléans, pendant la semaine dernière, 110 personnes, dont 58 du sexe masculin, 47 du sexe féminin, 66 de race blanche, 28 de race noire, 11 de race métisse et 3 non connues.

L'AFFAIRE DE LA RUE CAROUDELET.—Il paraît que le coroner Creagh est décidé à interroger une seconde fois les témoins entendus dans l'enquête sur la mort de M. Perkins et à former un autre jury. Ce jury serait composé de cinq citoyens choisis parmi les plus intelligents et les plus respectables. Eh ce cas, le corps de F. W. Perkins serait exhumé, et la pleasure dont il est mort serait examinée de nouveau par quelques-uns de nos meilleurs chirurgiens.

DÉCLARATIONS D'UN ASSASSIN.—On admet généralement aujourd'hui que l'assassin de Nathan, à New-York, est un nommé Billy Forster, fugitif du pénitencier de l'Illinois, et un des plus dangereux et des plus habiles voleurs des Etats-Unis. Il fut arrêté à la Nouvelle-Orléans, le 18 juin, par les officiers Malone et Pierson, mais il réussit à regagner sa liberté au moyen d'un writ d'habeas corpus obtenu à la cour du juge Lazarus qui prononça que l'acte d'accusation contre lui était incomplète, approfondit et surtout d'une netteté approfondie.

Le sentiment des périls de la patrie, le besoin de l'union en présence de l'ennemi, le mandat de concorde évidemment donné par le pays à cette Assemblée, ont inspiré à chacun des membres de la commission, d'abord une grande déférence pour la décision des idées au nom desquelles il avait été désigné par son bureau, et ensuite un zèle infatigable dévouement dans les sacrifices à faire pour arriver, à cette unanimité de la raison qui veut mieux encore que celle de l'enthousiasme. (Très bien! très bien!) Je vous demande le témoignage d'un inaltérable dévouement à l'Alsace et à la Lorraine. Nous sommes comme des marins qui, voyant couler leur vaisseau, cherchent un refuge auprès de leurs frères d'armes. Nous vous tendons les mains; vous ne nous refuserez pas les vôtres. (Non, non, applaudissements.) Je demande l'urgence. (Très vive! très vive!)

M. le président.—On demande l'urgence. Je dois consulter l'Assemblée sur l'urgence. Il sera procédé ensuite conformément aux prescriptions du règlement.

L'urgence est déclarée à l'unanimité.

M. le président.—La proposition doit être renvoyée dans les bureaux.

Des voix.—A demain.

D'autres voix.—Aujourd'hui.

M. Rochefort.—Tout de suite.

M. Thiers.—Délibérez tout de suite.

Voix nombreuses.—Faisons une séance de nuit.

M. Thiers (grand silence).—L'Assemblée doit comprendre que sur des sujets aussi graves il faut agir en hommes sérieux.

Il s'agit de savoir si vous donnerez à vos négociateurs—que je ne connais pas—un mandat impératif ou la liberté de négocier.

Quant à moi, je partage tous les sentiments de M. Keller, mais je dis qu'il faut que nous agissions comme des citoyens éclairés, qui ne se laissent pas entraîner par des paroles, mais qui savent ce qu'ils veulent placer derrière ces paroles. Nous ne devons vouloir qu'une chose, c'est prendre un parti tout de suite. (Oui, oui.)

Que chacun se retire dans ses bureaux et ne s'abstie pas derrière le gouvernement que vous allez nommer. Il faut nous nommer nous-mêmes; c'est la paix ou la guerre. (Oui, oui.)

Si je puis quelque chose pour mon pays, je suis prêt à me dévouer, à lui sacrifier ce pouvant si